

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-internationale-de-droite-de-l-iberosphere>

L'internationale de droite de l'« ibérosphère ».

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mardi 5 octobre 2021

Description :

L'internationale de droite de l'« *ibérosphère* ». Son combat pour la « *liberté* » ne se réfère qu'au régime capitaliste sous le modèle néolibéral. Et elle est prête à affronter une longue bataille qui empêche la construction d'économies sociales et d'États orientés par les intérêts populaires...Juan J. Paz y Miño Cepeda

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans un article précédent ([Conquistadors ou « libérateurs » ?](#)) j'évoquais la réinterprétation historique de l'extrême droite espagnole ([VOX](#)), selon laquelle les conquérants du XVI^e siècle étaient de véritables « libérateurs » des peuples assujettis par les Aztèques. Ce n'est pas une opinion isolée. Depuis des années, les droites espagnoles travaillent sur une vision politique qui assure non seulement leur positionnement interne (y compris la revendication du franquisme), mais aussi leur extension en Amérique Latine, qu'elles souhaitent impliquer dans leurs objectifs.

Trois fondations jouent le rôle de « think tanks » avec un fort impact : la « [Fondation d'analyse et d'études sociales](#) » (FAES) présidée par José María Aznar ; [Fundación Disenso](#) (FD), dont les « mécènes » sont Santiago Abascal, président de VOX ; et [Fondation internationale pour la liberté](#) (FIL), présidé par Mario Vargas Llosa, écrivain péruvien qui vit à Madrid et dont le tournant vers le néolibéralisme a mérité d'être traité par le livre dévastateur d'Atilio Borón « [El hechicero de la tribu](#) » [Le sorcier de la tribu]. Ils coïncident dans la promotion des valeurs de liberté, de démocratie et d'État de droit, liées au libre marché, à l'entreprise privée et à « l'humanisme occidental ». Ils mènent des activités académiques, ont des publications, des réseaux de liens ou d'abonnés, mènent divers programmes d'action et de formation, s'appuient sur des personnalités considérées comme des référents politiques ou des intellectuels. Bien sûr, le principal ennemi contre lequel la bataille idéologique doit être menée de leur point de vue, c'est la gauche, les « populistes », les progressistes, surtout en Espagne, mais aussi en Amérique Latine et même la FD parle de « l'ibérosphère », une communauté de 700 millions de personnes qui « partagent une histoire et une culture communes ».

Le 9 juillet (2021), la FIL a organisé le IV Forum Atlantique Ibéro-américain : « Démocratie et liberté en temps difficiles », (<https://bit.ly/3zfejFD>) auquel Mario Vargas Llosa a participé, entre autres personnalités comme, Mauricio Macri, Isabel Díaz Ayuso, Enrique Krause, Sergio Ramírez, José Luis Martínez-Alemida, Roberto Ampuero, Álvaro Vargas Llosa, Julia Vilanova, Luigi Echeverri, Leopoldo López, Gerardo Bongiovanni et aussi, virtuellement, les présidents Iván Duque (Colombie), Luis Lacalle Pou (Uruguay), Sebastián Piñera (Chili) et Guillermo Lasso d'Équateur. Ce fut un débordement de discours sur la liberté réduite aux « valeurs » de l'entreprise privée.

Le document fondamental obtenu par la FD est la « Charte de Madrid. En défense de la liberté et de la démocratie dans l'ibérosphère » (<https://bit.ly/3kgTntm>) lancé le 26 octobre 2020 et qui a été largement diffusé et commenté. Il est signé par de nombreux « Ibéro-américains » de différents pays, dont plusieurs Équatoriens (comme Otto Sonnenholzner, vice-président de Lenín Moreno et Henry Kronfle du PSC), sans doute identifiés dans la droite politique nationale. Apparaît aussi Dora d'Ampuero, de l'Institut Equatorien d'Economie Politique (www.ieep.org.ec) qui compte aussi comme entité adhérente de la FIL.

En plus d'avoir uni des objectifs communs entre VOX et PAN (<https://bit.ly/3zkvPYR>), la Charte se concentre sur trois idées centrales :

- L'identité commune de « l'ibérosphère » en tant que « communauté de nations libres et souveraines qui partagent un héritage culturel profondément enraciné ». C'est une version traditionnelle qui, en plus de déplacer l'identité de Notre Amérique Latine (José Martí), pour continuer à la maintenir « ibérique », ignore la perspective historique différente qui est née de la relation qui, à une autre époque, s'est établie entre les l'empire et ses colonies. Il n'y a pas eu de conquérants « libérateurs » des peuples, ni de colonies à égalité avec la métropole, mais un rapport économique et social d'inégalités de développement, qui a établi l'accumulation originelle du capital en Europe sur la base de la subordination et de l'exploitation de l'Ibero-amérique coloniale.
- La défense de « l'État de droit, de l'empire de la loi, de la séparation des pouvoirs, de la liberté d'expression et de la propriété privée », une affaire qui, en raison de la vision, des documents et de la position assumée par les trois fondations de référence, comme par les « personnalités » et entités qui s'identifient à la Charte, est liée exclusivement à un type d'économie : le néolibéralisme. Ainsi, lorsqu'il est écrit que « la défense de nos libertés est une tâche qui n'appartient pas seulement à la sphère politique, mais aussi aux institutions, à la société civile,

aux médias, au monde universitaire, etc. » ; et que « l'avenir des pays de l'*ibérosphère* Il doit être fondé sur le respect de la démocratie, des droits de l'homme, du pluralisme, de la dignité humaine et de la justice », sous les expériences du néolibéralisme en Amérique Latine et les gouvernements conservateurs et de droite qui l'ont imposé dans la région, cet « l'État de droits et libertés » a entraîné les résultats sociaux les plus dommageables de l'histoire contemporaine, avec la concentration arrogante des revenus dans une élite de groupes économiques prêts à n'autoriser aucune alternative à leur pouvoir.

- La Charte considère enfin que l'ennemi commun à vaincre est le « communisme », la « menace sérieuse pour la prospérité et le développement de nos nations ». Dans le cas de l'Amérique Latine, il est très clair qu'« elle est kidnappée par des régimes totalitaires d'inspiration communiste, soutenus par le trafic de drogue et les pays tiers. Tous, sous l'égide du régime cubain et d'initiatives telles que le Forum de São Paulo et le Groupe Puebla. C'est un « projet idéologique et criminel » qui cherche à pénétrer d'autres pays et continents. Bref, ce sont les vieux concepts de la « guerre froide » rebaptisés pour un présent qui rappelle les années 1960 avec l'Alliance pour le progrès, l'OEA comme instrument des États-Unis, et l'interventionnisme américain direct et de longue date en Amérique Latine, précisément pour renverser tout « communisme », qui a conduit, dans les années 1970, à l'établissement de dictatures militaires terroristes dans le Cône Sud, qui ont non seulement détruit toute démocratie et liberté, mais ont également violé les droits de l'homme, sans hésitation.

Comme on peut le voir, il y a une internationale de droite bien avancée. De plus, pour compléter le tableau, il faut ajouter les tâches accomplies par un autre *think tank* : [l'Institut interaméricain pour la démocratie](#), dont la liste des conseillers institutionnels comprend Osvaldo Hurtado. En mai 2021, l'IIID a organisé le « *Forum pour la défense de la démocratie dans les Amériques* », auquel ont été invités les présidents Carlos Alvarado Quesada (Costa Rica), Mario Abdo Benítez (Paraguay) et Nayib Bukele (El Salvador), en plus des ex présidents Mauricio Macri (Argentine), Andrés Pastrana (Colombie), Luis Guillermo Solís (Costa Rica) et Osvaldo Hurtado (Équateur), pour s'entretenir avec le Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro (<https://bit.ly/3zgewlL>). L'ancien président équatorien Lenín Moreno était l'orateur principal, avec ses discours « *universitaires* » internationalement sympathiques et célèbres (<https://bit.ly/3nD5zXF>) ; et en août il a été la figure centrale du colloque « *La dictature de Cuba et les Amériques* » (<https://bit.ly/3Cq1Wbw>), où il a ravi ses adeptes.

La droite latinoaméricaine a donc une internationale favorable. Son combat pour la « *liberté* » ne se réfère qu'au régime capitaliste sous le modèle néolibéral. Et elle est prête à affronter une longue bataille qui empêche la construction d'économies sociales et d'États orientés par les intérêts populaires. Une situation historique qui affirme la polarisation dans laquelle se trouve la vie politique, économique et sociale latinoaméricaine entre un projet « libéral » d'intérêts privés et un autre de libération des populations contre cette domination.

Juan J. Paz et Miño Cepeda spécial pour [Informe Fracto](#)

[Historia y Presente](#). Équateur, 27 septembre 2021

Juan J. Paz et Miño Cepeda* , docteur en histoire contemporaine de l'Université de Saint-Jacques-de-Compostelle ; Docteur en Histoire de l'Université Pontificale Catholique de l'Équateur (PUCE) ; et Licence en Sciences Politiques et Sociales (PUCE). [Oeuvres de Juan Paz y Miño et articles dans des livres](#). [Articles de Juan Paz y Miño dans le « Boletín del THE »](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 5 octobre 2021

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une

oeuvre de www.elcorreo.eu.org